

# AGIR POUR LA SURVIE DANS LES PAYS AFRICAINS APRÈS LA CRISE FINANCIÈRE

---

EDGARD MAKUNZA KEKE

**N**OUS FAISONS face à une crise financière et économique systémique, dont l'origine est la "financiarisation" croissante de l'économie mondiale doublée de la dérégulation et de l'utilisation d'instruments financiers qui ont créé des risques et des asymétries systémiques. Ces facteurs ont conduit à une industrie financière déconnectée de l'économie de production et à un sévère ralentissement de l'économie réelle, avec d'importants coûts humains et sociaux. D'aucuns estiment qu'il y a là une opportunité historique d'engager un processus exclusif à long terme pour une transformation fondamentale du système économique et financier et de faire de la justice sociale l'objectif clé de toutes les mesures relatives à la crise.

Selon Barrell et Davis (2008), les crises financières sont en réalité des

événements fréquents, et ce particulièrement depuis les années 1970. Ils concèdent sept crises systémiques dans les économies avancées de l'OCDE entre 1980 et 2000. Parmi ces crises, trois se trouvent être de faible ampleur (États-Unis, Portugal, Italie) et quatre d'une gravité plus conséquente (Japon, Norvège et Finlande).

Cependant, la crise des *subprimes* qui a secoué la sphère bancaire et financière internationale en août 2007 a fait naître de nombreuses interrogations. Interrogations qui sont d'autant plus légitimes que le retournement de la conjoncture a été beaucoup plus abrupt que ce que laissaient paraître les analystes dans leurs observations peu de temps avant la crise. De toute évidence, personne n'avait pu prédire que l'augmentation des dé-

faillances sur les prêts hypothécaires *sub-primes* aux États-Unis plongerait l'économie mondiale dans une tourmente bancaire et financière, mais également économique d'une ampleur inégalée depuis la seconde guerre mondiale. Pour expliquer cette crise, les scientifiques identifient deux phénomènes exogènes d'importance majeure : des facteurs macroéconomiques affectant la liquidité globale d'une part, et d'autre part, un cadre réglementaire ayant dirigé cet excès de liquidité vers la titrisation des prêts hypothécaires à risques et l'activité hors bilan des institutions financières.

#### LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

Aux États-Unis, en Europe et dans les pays émergents d'Asie, les conséquences de la crise sont de 3 ordres. D'abord, elle se traduit par la chute vertigineuse de la valeur de ces titres en bourse et la faillite des banques qui les détiennent. Ensuite, la perte de confiance des différents acteurs du système financier entraîne le dysfonctionnement de l'ensemble du système, car il est bien connu que l'économie capitaliste ne peut fonctionner sans le crédit. Enfin, la demande globale a chuté et, par ricochet, la baisse de l'activité économique conduit à des faillites et des fermetures en série d'entreprises.

Selon le rapport publié conjointement par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et l'Union africaine en mai, le taux de croissance économique de l'Afrique devrait ralentir à 2 %, beaucoup plus bas que les niveaux de 5,1 % en 2008 et de 6 % en 2007. L'impact de la crise financière mondiale et de la récession économique a déjà entraîné une baisse de la demande

pour l'Afrique de l'exportation et une forte baisse des prix des marchandises, dit le rapport.

L'Afrique connaît une croissance qui tombe sous la barre des 3 %, une chute des exportations et une baisse des investissements. Le continent, malheureusement, n'échappe pas au ralentissement économique mondial. À l'initiative de la Banque africaine de développement (BAD), les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales tirent la sonnette d'alarme.

Selon des sources du comité organisateur de la 8<sup>e</sup> US-subsaharienne du Forum économique de l'African Growth and Opportunity Act (AGO), à la suite de la récession mondiale, le déclin du commerce mondial sera inévitable en 2009, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale. Ainsi, le taux de croissance des pays en développement sera de 1,6 % en 2009, en comparaison avec une moyenne de 8,1 % au cours de la période 2006-2007.

#### LES DIFFÉRENTS POINTS DE VUE

Selon Dominique Strauss-Kahn (2009), directeur général du Fonds monétaire international, nous sommes confrontés à un effondrement sans précédent de l'activité économique, avec l'économie mondiale embourbée dans le pire ralentissement en soixante ans : c'est la Grande Récession. À de nombreux égards, l'Afrique est une victime innocente de ce tsunami financier mondial. Elle n'a pas fait les erreurs des pays avancés qui sont responsables de la crise. Au contraire, la région a beaucoup de bonnes choses, l'adoption de politiques macroéconomiques prudentes et la création de réserves.

Après les crises de la nourriture et du prix du carburant qui ont eu un lourd impact sur l'économie africaine, maintenant la crise financière mondiale devient sévère.

Avec l'activité en recul partout dans le monde, et avec un effondrement sans précédent du commerce mondial, la demande d'exportations de l'Afrique est en baisse rapide. Les prix ont également fortement baissé et les transferts de fonds sont en recul. Sur le plan financier, même si les banques africaines évitent de s'exposer à des toxiques actifs, le capital privé est en recul ; il s'agit à la fois des flux de portefeuille et des investissements directs étrangers. Heureusement, certains pays, en particulier les producteurs de pétrole, ont construit suffisamment de réserves en devises pour amortir le choc. Il ne faut pas oublier les enjeux qui, compte tenu de la vulnérabilité de la population d'Afrique, sont plus élevés que dans d'autres régions du monde.

Le 1<sup>er</sup> février 2009, au neuvième Forum social mondial de Belem (Brésil), les associations, syndicats et mouvements sociaux ont estimé que la crise financière était une crise systémique qui s'inscrivait dans le contexte de crises globales multiples (climatiques, alimentaires, énergétiques, sociales...) et d'un nouvel équilibre des puissances. Cette crise résulte de trente ans de transferts des revenus du travail vers le capital, tendance qu'il faut inverser. Elle est la conséquence d'un système de production capitaliste fondé sur le laisser-faire et qui se nourrit de l'accumulation des profits à court terme par une minorité, des déséquilibres financiers internationaux, de la répartition inégale des richesses, d'un système commercial injuste, de la perpétuation et de l'accumulation de dettes

irresponsables et illégitimes, du pillage des ressources naturelles et de la privatisation des services publics. Cette crise frappe l'humanité dans son ensemble, à commencer par les plus vulnérables (les travailleurs, les chômeurs, les paysans, les migrants, les femmes...) et les pays du Sud, qui sont victimes d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Shantayanan Devarajan (2008), économiste en chef de la Banque mondiale région Afrique, soutient que le système bancaire africain n'est pas menacé par la crise financière mondiale. C'est un système plus simple et, par conséquent, il est moins sujet à la forme particulière de chute à laquelle le système financier américain a été confronté, dans la mesure où il y a très peu de prêts *subprimes* et de *swaps* sur défaillance de crédit, de fantaisie et de tous ces instruments dérivés que nous avons vus aux États-Unis et en Europe, qui ont créé les problèmes du système bancaire. Ainsi, les banques africaines ne prennent jamais leurs prêts pour les transformer en d'autres instruments ou les briser en titres hypothécaires commerciaux.

Mais la région pourrait voir une diminution des flux d'investissements privés. Cette baisse pourrait compromettre le financement de nombreux projets d'infrastructures sur le continent. L'Afrique a encore un énorme déficit d'infrastructures. Or, la rentabilité du port ou de la route est encore très élevée. Plusieurs gouvernements devraient commencer à chercher des sources de financement. Certes, le répit pourrait n'être que momentané. Tout dépendra de la durée de la récession. Les principaux bailleurs de fonds pourraient probablement la surmonter en un an – deux peut-être. Mais il est bien difficile d'en

prédire les conséquences si la crise dure plus longtemps encore. Quel que soit l'impact – comme une baisse des prix ou une baisse de l'investissement étranger –, l'Afrique ne sera pas épargnée. Certains pays africains sont confrontés à de graves déséquilibres macroéconomiques, indépendamment de la crise financière, principalement provoqués par le combustible et les crises alimentaires.

Robert Zoellick (2009), président de la Banque mondiale, a décrit les événements comme un « point de basculement de nombreux pays en développement qui va laisser les plus pauvres plus vulnérables ». Les plus pauvres en Afrique ont déjà été confrontés aux menaces de la hausse du carburant et des prix des denrées alimentaires et de la diminution des marchés de produits.

Près de 50 millions de personnes pourraient être poussées plus loin dans la pauvreté cette année, en gagnant moins de 2 dollars par jour, si les besoins de financement ne sont pas remplis.

Selon Michel Camdessus (2009), l'Afrique souffre d'une double injustice: une crise financière internationale et une crise climatique dont l'origine se trouve chez nous. Beaucoup de gens pensaient que, comme l'Afrique n'avait pas de banques qui avaient des actifs toxiques, elle serait épargnée. Mais l'année 2009 s'annonce non en terme de récession, mais en une année caractérisée par une chute remarquable de l'activité économique. Et tout se passe comme si l'Afrique souffrait d'une double injustice: elle est d'un côté frappée par une crise financière internationale dont elle ne porte qu'une certaine responsabilité et de l'autre côté, elle est frappée par une crise climatique dont l'origine se trouve chez nous (pays développés). Comme

conséquence à cette situation, Camdessus constate que l'Afrique est frappée par les deux à la fois. « L'Afrique connaît une baisse d'au moins 250 milliards de dollars US de recettes d'exportations et une baisse des investissements directs, parce que les grandes industries sont devenues frileuses », indique-t-il, avant d'ajouter qu'il y a aussi une baisse des envois des travailleurs migrants de 40 milliards de dollars US.

## LES STRATÉGIES DE SORTIE DE CRISE

Les nombreux pays doivent continuer les réformes macroéconomiques prudentes en renforçant les soldes budgétaires et la réduction de l'inflation à un seul chiffre. En raison de la discipline budgétaire et d'allègement de la dette, les politiques fiscales devraient contrer la crise et ne pas l'aggraver. Dans la mesure du possible, il serait souhaitable d'encourager le travail en laissant les stabilisateurs automatiques, ce qui signifie accueillir une augmentation du déficit tout en ralentissant la croissance. Toutefois, le financement et la viabilité de la dette limitent les marges de manœuvre. Dans certains cas, l'ajustement budgétaire semble inévitable. En effet, tous les pays devraient accorder la priorité au renforcement bien ciblé des filets de sécurité sociale : c'est vital pour protéger les plus vulnérables contre les ravages de la crise.

Par ailleurs, les taux de change ont également un rôle à jouer pour soutenir les économies africaines. La souplesse des taux de change peut aider à l'ajustement de la baisse des prix et au tarissement des flux de capitaux. La baisse des prix peut conduire à la réduction des

pressions inflationnistes dans la plupart des pays et provoquer ainsi un certain répit sur le front monétaire. Dans le secteur financier, les décideurs doivent garder un œil sur la santé du système bancaire et être prêts à agir de manière décisive.

Pour le Forum social mondial, les moyens utilisés pour sortir de la crise se limitent à socialiser les pertes en vue de sauver, sans réelle contrepartie, le système financier à l'origine du cataclysme actuel. Où sont les moyens pour les populations qui sont victimes de la crise ? Le monde n'a pas seulement besoin de régulations, mais d'un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nouveau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse. A travers son nouveau modèle, il demande de :

- Mettre les Nations unies, réformées et démocratisées, au cœur de la réforme du système financier, car le G20 n'est pas un forum légitime pour apporter les réponses adéquates à cette crise systémique.

- Établir des mécanismes internationaux, permanents et contraignants de contrôle des mouvements de capitaux.

- Mettre en œuvre un système monétaire international fondé sur un nouveau système de réserve incluant la création de monnaies de réserve régionales, afin d'en finir avec la suprématie du dollar et d'assurer la stabilité financière internationale.

- Mettre en œuvre un mécanisme global de contrôle public et citoyen des

banques et des institutions financières. L'intermédiation financière doit être reconnue comme un service public garanti à tous les citoyens du monde et doit être sortie des accords de libre échange.

- Interdire les fonds spéculatifs et les marchés de gré à gré, sur lesquels sont échangés les produits dérivés et autres produits toxiques hors de tout contrôle public.

- Éradiquer la spéculation sur les matières premières, à commencer par les produits alimentaires et énergétiques, par la mise en œuvre de mécanismes publics de stabilisation des prix.

- Démanteler les paradis fiscaux, sanctionner leurs utilisateurs (individus, compagnies, banques et intermédiaires financiers) et créer une organisation fiscale internationale chargée d'enrayer la concurrence et l'évasion fiscales.

- Annuler la dette insoutenable et illégitime et établir un système responsable, démocratique et juste de financement souverain au service du développement durable et équitable.

- Établir un nouveau système international de répartition des richesses par la mise en œuvre d'une fiscalité plus progressive au niveau national et par la création de taxes globales (sur les transactions financières, sur les activités polluantes et sur les grosses fortunes) pour financer les biens publics mondiaux.

Shantayanan Devarajan (2008) propose, toutefois, que les fonds souverains puissent passer maintenant en Afrique comme dans un endroit attrayant pour l'investissement, étant donné les bouleversements dans les marchés américain et européen. Ces fonds souverains ont investi leur argent dans les systèmes financiers des États-Unis et ils ont perdu de l'argent dans cette affaire. Donc, ils

pourraient se tourner vers l'Afrique comme une source possible de l'investissement. En général, l'une des raisons pour lesquelles les flux de capitaux privés ont augmenté en Afrique a été que les risques en Afrique ont été quelque peu décorrélés des risques en Europe et aux États-Unis, ce qui pourrait être une possibilité de diversifier un portefeuille en investissant en Afrique.

La SFI (Société Financière Internationale ou IFC), qui est l'institution du groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé, entend jouer un rôle de premier plan pour aider les pays africains à éviter l'approfondissement de l'impact de la crise économique.

Son souhait est d'encourager une amélioration du climat d'investissement, de soutenir le développement des petites et moyennes entreprises de façon proactive et d'élaborer des grands projets d'investissement. L'objectif de la SFI est de soutenir la croissance du secteur privé. En effet, les petites et moyennes entreprises sont le fondement du secteur privé africain. Libérer leur potentiel est essentiel pour maximiser la production du secteur privé et la création d'emplois.

La 8<sup>e</sup> US-subsaharienne du Forum économique de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) préconise l'intégration économique. En effet, les États africains doivent parachever leur intégration économique au sein des communautés économiques pour arriver, à terme, à une confédération d'États viables, prélude à la création des États-Unis d'Afrique.

Dans le même temps, la coopération de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) avec l'Europe, compte tenu de la globalisation, doit se transformer

en des partenariats basés sur des avantages mutuellement bénéfiques, eu égard à la spécificité de leurs relations historiques, géographiques et autres.

Les pays africains ont développé, depuis deux décennies, des relations de coopération avec les pays arabes, singulièrement avec les pays pétroliers ainsi qu'avec les pays d'Asie. Ces partenariats pourraient amortir le choc financier international. Les fonds de développement de ces pays et les opérateurs économiques seraient, par leurs investissements, bienvenus.

Les pays africains, au plan national, envisagent de prendre des actions ponctuelles de soutien pour certains secteurs de leur économie qui risquent de disparaître. L'Afrique doit encore, aujourd'hui plus qu'hier, mieux s'organiser en utilisant toutes ses ressources humaines et matérielles pour faire face à cette crise financière et économique systémique.

## RÉFÉRENCES

1. AGOA (African Growth and Opportunity Act), 8<sup>e</sup> Forum de coopération économique et commerciale entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne (Forum de l'AGOA), *Kenya* du 4 août 2009.
2. Barrel R. & Davis E. Philip, *The evolution of the financial of 2007-2008*, National Institute of Economic and Social Research and Brunel University, 2008, p. 1-15.
3. Camdessus Michel, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), interview du 14 juin 2009.
4. Devarajan Shantayanan, économiste en chef de la Banque mondiale, région Afrique, interview du 17 octobre 2008.

5. Forum social mondial, séminaires de convergence de Belem (Brésil) du 1<sup>er</sup> février 2009.
6. Strauss-Kahn Dominique, président du Fonds monétaire international (FMI), allocution à l'occasion de la semaine de l'Afrique, Washington DC, 19 mai 2009.
7. Zandi Mark, *Financial Shock : A 360° look at the subprime mortgage implosion, and how to avoid the next financial crisis*, New Jersey, FT Press, 2009.
8. Zoellick Robert, président de la Banque mondiale (BM), interview du 4 juin 2009. ¶

